

Pour la troisième fois, l'ONG Solidar a classé les municipalités suisses selon leur degré d'engagement pour la coopération et des achats publics plus responsables

Les communes suisses progressent vers l'équité

CHRISTOPHE KOESSLER

Classement ► Genève a dépassé Zurich. La ville du bout du lac Léman prend en effet la première place du classement des communes suisses les plus généreuses en matière de coopération au développement et les plus responsables dans leurs achats publics. La nouvelle étude de l'œuvre d'entraide Solidar Suisse constate que les trois quarts des municipalités helvétiques évaluées ont amélioré leur résultat ou ont maintenu un score élevé proche du dernier «rating» de 2013.

En Suisse romande, les communes genevoises et vaudoises restent les plus engagées – tandis que les communes neuchâtelaises et fribourgeoises sont à la traîne. Les villes valaisannes, elles, n'ont pas pu être évaluées puisqu'elles ont toutes refusé, une nouvelle fois, de répondre au questionnaire de l'ONG.

En tête parmi les communes qui ont participé à l'enquête: Genève, Carouge, Lausanne, Nyon et Yverdon-les-Bains. En queue de peloton: Le Locle, La Chaux-de-Fonds et Villars-sur-Glâne.

Au niveau national, les municipalités romandes «tiennent le haut du pavé», souligne Solidar, avec une moyenne de 62 points obtenus (sur un total de 100). Viennent ensuite la région de Berne (42 points), puis celle Zurich (38), talonnée par le nord-est de la Suisse (36).

Progrès à faire dans les achats publics

Si la majorité d'entre elles ont progressé ou stagné depuis 2011 et 2013, une douzaine de communes ont toutefois réduit leur aide aux pays en développement: parmi elles, Zurich, Vernier, Val-de-Travers et Yverdon-les-Bains. Alors que cette décision a été parfois justifiée par des difficultés budgétaires, l'ONG constate que plusieurs communes ont au contraire bénéficié de hausses des recettes fiscales, comme Bülach, Freienbach, Lyss et Reinach.

Solidar observe aussi que nombre de villes allouent des montants considérables à la coopération au développement (c'est le cas de trois nouvelles com-



Les trottoirs suisses sont encore trop souvent confectionnés avec des pavés taillés par des enfants en Asie. Ici une carrière au Vietnam. Des achats publics plus responsables sont possibles grâce à la certification Fairstone. OIT

munes considérées par l'étude: Bernex, Meyrin et Morges), mais n'ont pas le même engagement en ce qui concerne leurs achats publics. Une marge de manœuvre importante subsiste ici: Berne, qui obtient la meilleure note dans ce domaine, donne l'exemple: «Outre de nombreuses formations sur le sujet, la Ville propose une plateforme dédiée aux achats durables, 'ChoufFair', accessible à l'ensemble des collaborateurs. La commission des achats, qui se réunit tous les mois, examine les adjudications et la situation pour certaines catégories de produits. Le service des achats met par ailleurs son savoir-faire à la disposition des communes intéressées.»

Une action efficace

Solidar souligne que son classement et la campagne de sensibilisation qui l'accompagne ont

motivé nombre de villes suisses à modifier leurs pratiques, surtout en matière d'achats publics plus éthiques dans les pays du Sud. Et de donner quelques exemples: «En 2013, Freienbach et Bülach s'étaient nettement améliorées car elles avaient décidé de procéder à des achats socialement durables à la suite des mauvais résultats obtenus dans le rating précédent. En 2016 aussi. À Kreuzlingen par exemple, où un postulat incitant à la réorganisation des achats directives ont permis à la Ville d'accroître son résultat de 41 points». Depuis 2008, quand Solidar avait lancé sa campagne «Non à l'exploitation grâce à nos impôts», l'œuvre d'entraide estime que 250 communes suisses (sur un total de 2485) achètent de manière plus responsable.

Ce dossier constitue un levier d'action très puissant pour l'amélioration des conditions de vie des populations du Sud, estime l'ONG. Car les collectivités publiques helvétiques dépensent chaque année 40 milliards de francs suisses en fournitures diverses: textiles, pavés importés d'Asie, ballons, matériel informatique et de bureau, etc. A titre de comparaison, l'aide au développement ne représente que 5% de ce montant.

Juste un début

Mais le chemin sera long avant que l'on puisse véritablement parler d'achats éthiques. Pour l'heure, de nombreuses municipalités se contentent de réclamer des produits plus respectueux de l'environnement. Les plus avancées exigent aussi de leurs fournisseurs le respect des huit

conventions principales de l'OIT portant sur la liberté syndicale, l'interdiction du travail forcé et de travail des enfants et la non-discrimination. Mais de là à garantir un salaire décent et des horaires de travail corrects aux travailleurs, il y a encore un monde...

Un pas dans ce sens pourrait être fait prochainement. Une coalition d'ONG, dont Solidar, la Déclaration de Berne et Pain pour le prochain font partie, exige du Conseil fédéral qu'il inclue la «durabilité sociale» dans la loi sur les marchés publics en cours de révision. Le gouvernement suisse pourrait exiger que certains produits achetés par les collectivités publiques soient estampillés par le label Fair Trade ou des certifications comme SA8000 ou Fairstone (pour les pavés et autres pierres de taille). I

NOUVELLE PLANÈTE

LE SÉNÉGAL À L'HONNEUR
Pour ses 30 ans, l'ONG Nouvelle planète invite à une projection débat mardi 6 septembre à 19h30 sur les défis du développement rural au Sénégal. Ibrahim Diallo, coordinateur de Nouvelle planète au Sénégal, Isabelle Chevalley, conseillère nationale, Christophe Ballif, professeur à l'EPFL, Willy Boder, journaliste économique au Temps, et Raphaël Domjan, éco-explorateur, évoqueront notamment un voyage effectué en juillet dernier sous la conduite de cette association bien connue pour ses voyages humanitaires. La rencontre a lieu à Maison des associations de Genève. Entrée libre, apéritif offert. BPZ

SAINT-MAURICE (VS)

VERS L'ÉGALITÉ H/F, AU NORD COMME AU SUD
«Les femmes ont-elles les mêmes droits que les hommes mais... est-ce bien le cas?» La Médiathèque de Saint-Maurice (av. du Simplon 6) et les Magasins du monde s'associent pour bousculer notre bonne conscience et appeler à choisir des voies de développement qui conduisent à l'égalité réelle. Au programme: une expo «100 % de chances», visible jusqu'à fin septembre, et une conférence, jeudi 8 (19 h 30), où Jannick Badoux, coordinatrice valaisanne des Magasins du monde, «dévoilera une partie des inégalités subies par les femmes à travers le monde». BPZ

MODE ÉQUITABLE

LA BOUTIQUE AYNÏ A FAIT PEAU NEUVE

Pour ses 10 ans, Ayni, la boutique équitable du quartier des Augustins, à Genève, s'est offert un lifting. Depuis samedi, grâce aux dons récoltés ce printemps, elle peut à nouveau offrir son important choix d'habits, réalisés dans le souci de l'environnement et des travailleurs, dans un cadre complètement rénové. L'arcade, sise à la rue John-Grasset, est ouverte de 11h à 19h (le samedi: 11h-17h) BPZ

COOPÉRATION SUISSE

SOUTIEN AUX ENTREPRISES DU SUD

Les investissements du SIFEM, société de la Confédération appelée à financer le développement, déploieraient des effets durables. En tout cas, les entreprises dans lesquelles cet organe investit ont vu croître le nombre de leurs postes de travail de plus de 6% l'an dernier, affirmait vendredi un rapport de ce fonds créé en 2005. En dix ans, le Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM) a maintenu ou créé, en collaboration avec des co-investisseurs, 466 000 emplois, a-t-il indiqué. Le SIFEM investit dans des entreprises petites, moyennes et à croissance rapide dans les pays en développement et les pays émergents. Il recourt à des fonds régionaux et locaux. Actuellement, le portefeuille d'investissement du SIFEM comprend 421 entreprises dans 72 pays. ATS

Une expo célèbre les autochtones «qui vont de l'avant»

Genève ► Trente ans au service des peuples indigènes en Amérique latine. A l'occasion de son anniversaire cette année, l'ONG Traditions pour demain, dirigée depuis toujours par Christiane et Diego Gradis, offre une exposition photo à la population genevoise et aux visiteurs de la ville du bout du lac. Histoire de continuer à sensibiliser sur un thème qui mérite une large attention. L'événement est soutenu par la Fédération genevoise de coopération (FGC) qui elle-même fête ses cinquante ans.

Le défilé d'images colorées plonge le passant au cœur des Andes sur le quai Wilson, en face du Jet d'eau. Pas d'autopromotion ni de victimisation ou de misérabilisme dans ces quelque cinquante panneaux illustrés de photographies signées Slawo Plata et Olivier Föllmi. «On

présente souvent les Amérindiens comme exploités, envahis par des projets miniers et souffrant de la pauvreté et de la discrimination. Tout cela est vrai. Mais nous avons voulu présenter l'autre face de la médaille: le bonheur de personnes actives, fières et entreprenantes», explique Diego Gradis.

C'est la célébration de la vie et la construction de leur avenir qui sont placées en évidence – et racontées en français et en anglais – dans des domaines aussi variés que l'éducation, le travail collectif, les médias communautaires, l'agriculture, les soins traditionnels ou la participation des femmes à la gouvernance.

La culture est omniprésente car les aspects culturels, spirituels, sociaux et économiques ne sont pas séparés dans les traditions autochtones. «S'ils ont survécu

à cinq cents ans de colonisation et d'oppression, c'est grâce à la force de leurs savoirs et de leurs coutumes intimement liés à la nature», analyse Christiane Gradis.

C'est ce qui a amené Traditions pour demain à soutenir en priorité les initiatives d'affirmation culturelle: «Mais la finalité de notre action n'est pas la culture en soi, c'est l'empowerment', c'est-à-dire la possibilité pour les autochtones de se rendre ou de rester maîtres de leurs destins à partir de ce qu'ils sont», indique Diego Gradis. «Nombre de projets que nous avons soutenus ont des prolongements après notre départ, que ce soit pour revendiquer des territoires, faire construire des infrastructures publiques ou transformer les politiques d'éducation de l'Etat».

Et le moins qu'on puisse dire, c'est que l'ONG n'a pas chômé. En trente ans, pas moins de six cents initiatives formulées par les populations indigènes elles-mêmes ont été appuyées par Traditions pour demain. Actuellement vingt-quatre projets sont en cours dans huit pays, dont le Mexique, le Nicaragua, la Colombie et le Pérou, pour un montant à peine supérieur à 310 000 francs suisses en 2015. L'essentiel du travail est fourni par des bénévoles.

L'association soutient par exemple la production de médias bilingues espagnol-kishwa en Equateur, la revitalisation de la médecine maya pour traiter les traumatismes postconflit au Guatemala, ou encore la consolidation des liens intergénérationnels en Bolivie sur la base de partages de savoirs. A découvrir sur les bords du lac Léman. CKR